



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Quebec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Systems Software Procurement Division / Division des  
achats des logiciels d'exploitation

11 Laurier St. / 11 rue, Laurier

4C1, Place du Portage, Phase III

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> RFP - Mapping services API#s	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 47419-185313/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 1000335313	<b>Date</b> 2017-11-30
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EE-037-31887	
<b>File No. - N° de dossier</b> 037ee.47419-185313	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-12-07</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Abbas(037ee), Haitham	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 037ee
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4678 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 953-3703
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

47419-185313/EE

004

037ee

Buts du présent Avenant 004 :

- A) répondre aux questions portant sur la demande de soumissions;
- B) préciser les changements apportés à la demande de soumissions.

---

## **A) Répondre aux questions portant sur la demande de soumissions**

- 1) **Question** : En raison des modalités obligatoires du contrat subséquent, la demande de propositions (DP) est incompatible avec les solutions livrées par un des nuages publics offerts sur le marché.

Les nuages publics offerts sur le marché doivent faire partie d'un service standard non personnalisé. Si des modifications devaient être apportées, les économies d'échelle obtenues grâce à la prestation d'un service partagé normalisé seraient perdues.

Afin d'offrir sur le marché un service d'infonuagique, les fournisseurs doivent pouvoir compter sur les modalités générales de tels services, notamment celles qui correspondent à la prestation de services et aux niveaux de service. Ces modalités reflètent la conception et l'architecture des services d'infonuagique.

Pour que les contribuables puissent bénéficier de la fonctionnalité, de l'évolutivité et de la rentabilité des services d'infonuagique à très grande échelle, SPAC devra accepter les modalités standard du fournisseur de service et accepter la non-application de toute modalité qui pourrait influencer la prestation de service d'infonuagique à très grande échelle. Par conséquent, nous demandons à SPAC de modifier la demande de propositions comme suit : (i) revoir l'ordre de priorité des documents de telle sorte que les modalités commerciales qui seront partie intégrante du contrat subséquent figurent au sommet de la liste de la partie 7.10; (ii) supprimer l'exigence de se conformer aux conditions générales supplémentaires 4003 et 4004; (iii) ajouter la partie suivante :

Fournisseur de services infonuagiques – Modalités. Nonobstant toute disposition contraire de la demande de propositions ou du contrat subséquent, aucune modalité de la demande de propositions susceptible d'influencer la prestation des services associés aux modalités commerciales figurant dans la liste de la partie 7.10 ne s'appliquera à ces services.

**Réponse** : Les conditions générales supplémentaires 4003 et 4004 ont été supprimées et remplacées conformément au présent avenant. On a modifié l'ordre de priorité des documents de manière à supprimer la référence aux clauses 4003 et 4004, et ajouté « Annexe D – Modalités supplémentaires relatives aux services ».

- 2) **Question** : Partie 7.13 de la demande de propositions, Préservation des supports électroniques. Pouvez-vous nous fournir des précisions sur ce point, compte tenu du fait que l'exigence de l'ASFC porte sur un service de cartographie en ligne? Comme aucun support électronique ne sera livré au Canada dans le cadre du contrat subséquent, l'État acceptera-t-il de supprimer cette partie de la demande de propositions?

**Réponse** : Il se pourrait que le support contienne des rapports, ou que des rapports soient acheminés par une interface de messagerie ou une interface Web.

- 3) **Question** : Pour nous permettre de fournir les produits livrables requis dans le cadre de la présente demande de propositions (y compris le nombre de transactions dont l'Agence des services frontaliers du Canada aurait besoin) l'ASFC pourrait-elle nous donner un aperçu de ce que sera le flux d'activité dans l'application en ce qui touche les besoins en cartographie ou en données

47419-185313/EE

004

037ee

géospatiales? Nous notons par exemple que les exigences incluent la possibilité d'obtenir l'emplacement du poste frontalier le plus proche, des indications routières entre un point A et un point B, des cartes, etc. L'ASFC pourrait-elle toutefois nous indiquer si toutes ces actions font partie d'une même séquence de tâches de l'utilisateur, ou s'il s'agit de fonctionnalités distinctes de l'application (certains utilisateurs pourraient par exemple chercher seulement le poste frontalier le plus proche sans vouloir obtenir d'indications routières)?

De plus, en ce qui concerne les tâches indiquées ci-dessus, la carte est-elle chargée en premier ou en dernier lieu, dans le flux applicatif de l'ASFC?

**Réponse :** Il arrive que toutes ces actions fassent partie d'une même séquence, mais il se peut aussi que la demande ne porte que sur l'emplacement des trois points d'entrée les plus proches, compte tenu des coordonnées fournies par le système GPS de l'utilisateur. Les données (étapes de changement de route, coordonnées du point d'entrée, etc.) sont transmises au service de cartographie, lequel renvoie la carte avec des instructions virage par virage comprenant tous les points de changement de route ainsi que d'autres données.

- 4) **Question :** Il est précisé dans la demande de propositions que nous devons soutenir au moins 50 000 utilisateurs actifs (ou sessions) par jour. L'ASFC peut-elle également nous indiquer un nombre maximal d'utilisateurs par jour? Les soumissionnaires connaîtraient ainsi la plage d'utilisation dont il est question (du niveau inférieur au niveau supérieur).

**Réponse :** Nous ne pouvons vous communiquer de niveau supérieur, puisque le volume continue de croître avec le nombre de téléchargements et d'utilisations de l'application.

- 5) **Question :** En ce qui concerne les critères cotés, et particulièrement le C5, l'État pourrait-il retirer le mot « natives » afin de permettre aux soumissionnaires de proposer des solutions prévoyant des API pour iOS et Android, mais qui ne sont pas nécessairement natives? L'objectif serait tout de même atteint quant à la fourniture d'API pour ces deux systèmes d'exploitation.

**Réponse :** Le mot « natives » a été supprimé, conformément aux changements faisant l'objet du présent avenant.

- 6) **Question :** Nous étudions la possibilité de proposer, en ce qui a trait à l'API relative au service de cartographie, une solution reposant sur un modèle de logiciel comme service (SaaS), plutôt qu'un traditionnel produit logiciel sous licence. Nous sommes un fournisseur exclusif de ce service pour le Canada, mais n'en sommes ni l'éditeur ni le concédant. Nous vous prions par conséquent de bien vouloir supprimer cette exigence ou de permettre une exception en ce qui concerne l'exigence 7.1 de la pièce jointe 5.2.

**Réponse :** Le Canada ne supprimera pas l'exigence selon laquelle les soumissionnaires doivent, soit être les éditeurs de la solution qu'ils proposent, soit posséder le consentement écrit des éditeurs pour accorder une licence en leur nom à l'égard de leur logiciel.

- 7) **Question :** Nous vous demandons aussi de supprimer les dispositions de l'exigence 7.2.2 (4003-4004), Conditions générales supplémentaires, portant sur les licences, ou de permettre une exception à ce sujet.

47419-185313/EE

004

037ee

**Réponse :** Les conditions générales supplémentaires 4003 et 4004 ont été supprimées et remplacées conformément au présent avenant.

- 8) **Question :** La question porte sur l'exigence technique 5.5.1, page 22 de l'avenant, et en particulier sur le caractère anonyme des appels reçus par toutes les API liées au service de cartographie. Cette mesure a-t-elle pour but de répondre aux besoins de développeurs tiers qui souhaiteront concevoir des applications personnalisées à partir des API? Ou est-ce plutôt que ces API ne seront utilisées que par l'ASFC?

**Réponse :** Ces API ne seront utilisées que par l'ASFC.

- 9) **Question :** La question porte sur l'exigence technique 5.2.1.3, page 21 de l'avenant, et en particulier sur la capacité de calculer plusieurs étapes de changement de route. Cela implique-t-il l'inclusion, dans la solution finale, d'une carte sur laquelle figure chacun des points calculés, ou s'agit-il simplement de fournir une API qui énumérera ces étapes, lesquelles pourront ensuite être calculées sur une carte?

**Réponse :** Il s'agit de la carte et des étapes de changement de route, puisque la solution finale comprend la carte et des instructions virage par virage.

- 10) **Question :** S'il faut inclure une carte dans la solution finale, vous attendez-vous à ce que l'interface utilisateur réponde à tout un ensemble d'exigences fonctionnelles?

**Réponse :** La carte doit permettre d'effectuer un zoom avant et un zoom arrière à l'aide des fonctions tactiles d'un appareil mobile, en pinçant par exemple avec deux doigts pour obtenir le zoom avant. Elle doit également offrir la possibilité de déplacer la carte au moyen des fonctions tactiles (appareil mobile) pour afficher les zones environnantes.

- 11) **Question :** La question porte sur l'exigence technique 5.2.3.5, page 22 de l'avenant, en particulier sur l'inclusion des délais d'attente à la frontière. S'agit-il de fournir une API dont le délai d'attente à la frontière constitue l'un des paramètres d'entrée, ou d'inclure également une interface utilisateur sur une carte permettant à l'utilisateur de préciser ce délai d'attente?

**Réponse :** L'API doit comporter un paramètre lui permettant de tenir compte du délai d'attente.

- 12) **Question :** Vous serait-il possible de me faire parvenir les formulaires suivants en version Word?
- Pièce jointe 3.1 : Formulaire de présentation de la soumission
  - Pièce jointe 3.2 : Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique
  - Pièce jointe 3.3 : Exigences relatives à la proposition financière
  - Pièce jointe 5.1 : Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels
  - Pièce jointe 5.2 : Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciels

**Réponse :** Veuillez expédier un courriel à l'autorité contractante dont les coordonnées figurent dans la demande de soumissions au moins trois (3) jours ouvrables avant la date de clôture de la présentation des soumissions. L'autorité contractante accusera réception du courriel et vous transmettra copie de chacune des pièces jointes énumérées à la question 12, ainsi que de la « pièce jointe 5.3 : Dispositions relatives à l'intégrité – Liste de noms ». Les pièces jointes vous

Demande de soumissions / N° du Contrat –  
Contract No.

N° de l'avenant – Amd No.

Id de l'acheteur – Buyer ID

47419-185313/EE

004

037ee

seront transmises en format .docx MS Word par courriel de réponse dans les deux (2) jours suivant  
votre demande, et dans la langue officielle de votre choix.

47419-185313/EE

004

037ee

## **B) Préciser les changements apportés à la demande de soumissions**

### **Changement 1 : Supprimer la partie 7.1 en entier et la remplacer par le texte qui suit.**

#### **7.1 Besoin**

a) \_\_\_\_\_ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les biens et les services décrits dans le contrat ainsi que dans l'Énoncé des besoins, conformément au contrat et aux prix qui y sont établis. En font partie :

- (i) l'octroi de la licence d'utilisation du service de cartographie sous licence décrit dans le contrat;
- (ii) la fourniture de la documentation logicielle relative au service de cartographie sous licence, en anglais et français, si elle est disponible;
- (iii) la prestation des services de maintenance et de soutien logiciel pendant la période d'abonnement au service de cartographie sous licence, ainsi que toute période au cours de laquelle l'abonnement au service de cartographie sous licence est prolongé, conformément aux options irrévocables accordées au Canada ci-dessous.

b) **Client** : Le client initial est l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

c) **Réorganisation du client** : La redésignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.

d) **Termes définis** : Les mots et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans le présent contrat ont le sens qui leur a été attribué dans lesdites conditions. De plus, les mots et expressions qui suivent ont le sens indiqué ci-dessous.

« **Livrable** » ou « **livrables** » désigne la licence d'utilisation du service de cartographie sous licence (le service de cartographie sous licence lui-même n'est pas un livrable, car il ne fait l'objet d'une licence que dans le cadre du contrat, et n'est ni vendu ni concédé).

« **Appareil** » désigne tout équipement muni d'une unité centrale (CPU), d'une mémoire de grande capacité, d'unités d'entrée-sortie comme un clavier et un écran, et comprend les serveurs, les postes de travail, les ordinateurs portatifs, les assistants numériques personnels et l'équipement informatique mobile.

« **Conditions générales** » désigne les conditions générales faisant partie du contrat.

« **Service de cartographie sous licence** » désigne le droit d'accéder à tous les produits logiciels installés aux bureaux de l'entrepreneur et qui doivent être fournis par l'entrepreneur au Canada conformément au contrat, et d'utiliser ces produits logiciels. Cela comprend une licence d'abonnement avec tous les droits définis dans le contrat et le droit à toute la documentation logicielle.

« **Documentation du logiciel** » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents de l'éditeur du logiciel rédigés en langage courant pour le service de cartographie sous licence que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée ou sur un support d'information.

47419-185313/EE

004

037ee

« **Éditeur de logiciel** » désigne le donneur de licence tiers du service de cartographie sous licence devant être fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat, comme il est indiqué et désigné à titre « d'éditeur de logiciel » dans le **Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel** joint au présent contrat sous la désignation de **Formulaire 5.2**.

« **Utilisateur** » désigne une personne autorisée par le client à utiliser le service de cartographie sous licence fourni en vertu du contrat. Le terme comprend tout employé, mandataire ou entrepreneur autorisé à utiliser le service de cartographie sous licence.

« **Versions de maintenance du service de cartographie sous licence** » désigne l'ensemble des améliorations, des extensions, des mises à niveau, des mises à jour, des versions, des renommages, des réécritures, des améliorations croisées, des composants et des mises à niveau inférieur ou toute autre modification apportée au service de cartographie sous licence, qui sont élaborés ou publiés par l'entrepreneur ou son ayant droit.

« **Erreur de logiciel** » désigne toute instruction ou tout énoncé contenu ou non dans le service de cartographie sous licence, qui, par sa présence ou son absence, empêche ledit service de cartographie de fonctionner conformément aux spécifications applicables indiquées dans la documentation logicielle connexe, lorsqu'un tel manquement a des répercussions sur le rendement opérationnel et fonctionnel.

« **Période d'abonnement au service de cartographie sous licence** » désigne la période prévue au contrat au cours de laquelle l'entrepreneur doit fournir le soutien à l'égard du service de cartographie sous licence, conformément aux conditions du contrat.

Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales, à moins d'indications contraires. Si les conditions générales contiennent des parties intitulées « Droit de propriété » et « Garantie », ces parties ne s'appliquent pas au service de cartographie sous licence. Ce sont plutôt les dispositions sur le droit de propriété et sur la garantie contenues dans le présent accord qui s'appliquent au service de cartographie sous licence.

## **Changement 2 : Supprimer la partie 7.2.2 en entier et la remplacer par le texte qui suit.**

### **7.2.2 Conditions générales supplémentaires :**

#### **7.2.2.1 Octroi de licences**

- (a) Le service de cartographie (SC) comprend les droits de licence permettant aux utilisateurs d'accéder au SC et de l'utiliser; ces droits de licence permettent également d'utiliser tout autre logiciel ou code de logiciel nécessaire au SC et offert par l'entrepreneur dans sa soumission, conformément à la documentation du SC et à l'Énoncé des besoins, pendant toute la durée du contrat. Le SC comprend également tous les services nécessaires à son utilisation, conformément à l'annexe A – Énoncé des besoins.
- (b) L'entrepreneur accepte que le SC comprenne tout ce dont les utilisateurs ont besoin pour utiliser chacune de ses caractéristiques et de ses fonctions selon l'Énoncé des besoins, et qu'il offre les fonctions proposées par l'entrepreneur dans sa réponse à l'appel d'offres, notamment tous les logiciels hébergés, le matériel hébergé, les agents hôtes, les licences d'accès, les lecteurs, les interfaces de programme d'application, les adaptateurs, les connecteurs, les modules d'extension, les trousseaux d'outils logiciels, les cadres de développement et les pupitres de commande hébergés.
- (c) La licence octroyée en vertu du contrat donne aux utilisateurs le droit d'accéder au SC et de l'utiliser totalement ou partiellement selon leurs besoins, à la seule discrétion du Canada. L'ensemble des

47419-185313/EE

004

037ee

ministères, des sociétés et des organismes du gouvernement du Canada, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (avec ses modifications successives), et toute autre partie au nom de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir à l'occasion en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* pourront accéder au SC et l'utiliser.

- (d) La licence octroyée en vertu du contrat n'est pas touchée par les changements dans l'environnement décrit à l'annexe A – Énoncé des besoins, notamment les changements apportés au système d'exploitation, aux types de dispositifs ou aux autres produits logiciels utilisés par les utilisateurs.
- (e) Outre les obligations établies à l'annexe A – Énoncé des besoins, l'entrepreneur doit fournir les versions en anglais et en français du SC.
- (f) Autres droits : La licence comprend le droit, pour les utilisateurs, d'accéder au SC et de l'utiliser, notamment les droits de faire ce qui suit :
  - (i) générer un nombre illimité de rapports;
  - (ii) accéder au SC et l'utiliser à partir d'un nombre illimité d'emplacements, de dispositifs et d'environnements d'exploitation;
  - (iii) utiliser le SC par l'intermédiaire d'Internet ou de tout autre moyen qui peut s'avérer nécessaire le cas échéant, afin d'accorder aux utilisateurs des « droits d'accès universels » (c.-à-d. un droit d'accéder au SC et de l'utiliser par n'importe quel moyen et de n'importe quel endroit qui puisse s'avérer nécessaire le cas échéant), qu'il s'agisse ou non d'un accès sécurisé, sans fil, mobile ou par tout autre moyen qui puisse être disponible;
  - (iv) utiliser le SC, peu importe le système d'exploitation, les applications logicielles et l'interface de programmation d'applications (IPA) qui peuvent être utilisés au besoin; toutefois, le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'accorde une licence de plein droit pour aucun autre logiciel que celui qui comprend le SC;

le tout sans avoir à acquérir d'autres licences ou droits.

#### 7.2.2.2 Propriété

- (a) Le Canada reconnaît que le SC est la propriété de l'entrepreneur ou de son concédant de licence et que cette propriété n'est pas transférée au Canada. Par conséquent, toute référence faite, dans le contrat, à quelque partie que ce soit du SC à titre de livrable doit être interprétée comme une référence aux droits d'accès et d'utilisation du SC et non à sa propriété.
- (b) Le Canada reconnaît que dans le cadre de la garantie, de la maintenance, du soutien et de la prestation de services professionnels concernant le SC (s'ils sont exigés aux termes du contrat), l'entrepreneur et ses employés, mandataires et sous-traitants peuvent élaborer et partager avec le Canada des idées, du savoir-faire, des techniques d'enseignement et d'autres propriétés intellectuelles. Sauf disposition contraire figurant au contrat, la propriété intellectuelle demeurera la propriété de l'entrepreneur. Ce dernier pourra l'utiliser comme bon lui semble, y compris dans les services assurés à ses autres clients, tant et aussi longtemps qu'il respecte les dispositions de confidentialité du contrat, à la condition que le Canada ait également le droit d'utiliser cette propriété intellectuelle pour ses propres besoins, sans frais supplémentaires. L'entrepreneur convient que toutes les données, le savoir-faire ou autre propriété intellectuelle créés par le Canada ou qui lui appartiennent demeureront la propriété de ce dernier, qu'il s'agisse de données créées, traitées, ou sauvegardées à l'aide du SC.

#### 7.2.2.3 Codes d'invalidation

- (a) Si le SC comprend des caractéristiques ou des fonctions (des « codes d'invalidation ») qui pourraient empêcher le Canada de l'utiliser sans mots de passe, des codes d'autorisation ou



47419-185313/EE

004

037ee

d'autres renseignements semblables, l'entrepreneur doit fournir au Canada, à l'avance et de façon continue, tous les renseignements dont il a besoin pour continuer d'accéder au SC et de l'utiliser, à condition que le Canada n'ait pas omis de s'acquitter de ses obligations quant à l'utilisation du SC.

- (b) Si l'entrepreneur ne connaît pas d'emblée l'existence ou les caractéristiques des codes d'invalidation, mais qu'il en a connaissance par la suite, il doit corriger ou supprimer les codes d'invalidation du SC ou prendre toute autre mesure nécessaire pour permettre au Canada de continuer à l'utiliser.
- (c) L'entrepreneur accepte de se pencher avec diligence sur l'existence ou les caractéristiques de tout code d'invalidation, afin d'en prendre connaissance dès que possible.

#### **7.2.2.4 Service de cartographie – Transférabilité de la licence**

a) La licence permettant d'accéder au SC et de l'utiliser en vertu du contrat est transférable par le Canada, aux mêmes conditions que celles qui figurent au contrat, à tout ministère, société ou organisme du gouvernement du Canada, au sens défini par la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R.C. 1985, ch F-11, et ses modifications successives, ou toute autre partie au nom de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch. 16, pourvu que le Canada informe l'entrepreneur du transfert dans un délai de trente (30) jours suivant le transfert.

#### **7.2.2.5 Service de cartographie – Documentation**

- (a) Les droits d'auteur se rapportant à la documentation du SC n'appartiendront pas ou ne seront pas concédés au Canada. Le Canada a toutefois le droit d'utiliser cette documentation et peut, pour ses propres besoins, la reproduire à l'intention des personnes qui utilisent ou maintiennent le SC, pourvu qu'il ajoute aux duplicata l'avis de droit d'auteur et de droit de propriété qui faisait partie du document original. Sauf mention contraire au contrat, le Canada ne peut autrement reproduire la documentation du SC sans l'autorisation préalable écrite de l'entrepreneur.
- (b) L'entrepreneur garantit que la documentation du SC est suffisamment détaillée pour permettre à un administrateur d'accéder à toutes les caractéristiques du SC, de les mettre à l'essai et de les utiliser.
- (c) L'entrepreneur doit fournir la documentation du SC en anglais. Si la documentation de la solution du SC est offerte dans les deux langues officielles du Canada, l'entrepreneur doit la livrer en français et en anglais. Si la documentation du SC n'est offerte qu'en anglais, elle peut être livrée dans cette langue; toutefois, le Canada a alors le droit d'en faire la traduction. La version traduite de ces documents appartient au Canada et ce dernier n'a aucune obligation de la fournir à l'entrepreneur. Toute documentation traduite par le Canada comportera l'avis de droit d'auteur et (ou) de droit de propriété figurant sur le document original. L'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques attribuables à des traductions effectuées par le Canada.
- (d) L'entrepreneur doit, sans frais supplémentaires pour le Canada, tenir à jour la documentation du SC pendant la durée du contrat et de son éventuel renouvellement afin qu'elle corresponde à la dernière version du SC fournie aux termes du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces mises à jour au Canada dans les dix (10) jours suivant leur disponibilité. Ces mises à jour doivent inclure la documentation à l'appui de toutes les modifications apportées au SC, y compris les nouvelles versions et les nouvelles éditions que le Canada a le droit de recevoir conformément au contrat, et doivent indiquer les problèmes résolus, les améliorations apportées ou les fonctions ajoutées au SC, avec les instructions d'accès.

#### **7.2.2.6 Durée de la licence**

47419-185313/EE

004

037ee

- (a) La licence permettant au Canada d'accéder au SC et de l'utiliser est une licence d'abonnement annuelle qui est en vigueur pendant toute la durée du contrat.

#### **7.2.2.7 Droit d'accorder une licence**

- (a) L'entrepreneur garantit qu'il a le droit d'accorder une licence à l'égard du SC et qu'il est pleinement autorisé à accorder au Canada les droits concédés aux termes du contrat. L'entrepreneur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus. Le Canada convient que son seul recours et les seules obligations de l'entrepreneur concernant un non-respect de cette garantie sont les recours et les obligations contenus dans la partie « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances » des conditions générales.
- (b) Les parties conviennent que seules les conditions figurant explicitement au contrat et formulées en texte intégral dans les articles de convention ou énumérées dans la partie « Ordre de priorité des documents » des articles de convention sont comprises dans le contrat. Toutes les conditions que comporte le SC ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat ni, par conséquent, de la licence du Canada, et ne touchent aucunement les droits des parties. L'entrepreneur convient qu'en aucun cas le Canada ni aucun client ou utilisateur ne devront conclure une autre entente de licence à l'égard du SC ou d'une partie de celui-ci. L'entrepreneur reconnaît que toute entente de licence supplémentaire à l'égard du SC signée par une personne autre que l'autorité contractante sera nulle et sans effet.
- (c) Le Canada n'est pas lié par les conditions reproduites dans une licence sous emballage plastique ou rétractable ni par les conditions, explicites ou implicites, figurant dans le site Web de l'entrepreneur ou, de quelque façon que ce soit, par des conditions qui accompagneraient le SC, sans égard à tout avis contraire, et n'accepte pas ces conditions.

#### **7.2.2.8 Service de cartographie – Garantie**

- (a) L'entrepreneur garantit et déclare que le SC sera conforme au devis établi dans le contrat et à l'annexe A – Énoncé des besoins, ou ira au-delà de celui-ci pendant toute la durée du contrat.

#### **7.2.2.9 Service de cartographie – Maintenance**

- (a) L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance et l'actualisation du service de cartographie (SC) à titre de service commercial (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels doit continuer à développer de nouveaux codes liés au service de cartographie afin d'en conserver et d'en améliorer la fonctionnalité, et de corriger les erreurs) pendant toute la durée du contrat. Après cette période, si l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels décide d'interrompre ou de ne plus maintenir le service de cartographie, il doit en informer le Canada par écrit au moins douze (12) mois avant l'interruption du service.

#### **7.2.2.10 Service de cartographie – Soutien**

Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit, dans le cadre de la fourniture du SC, assurer le soutien dont les modalités sont présentées ci-dessous.

- (a) **Service de soutien par courriel :** L'entrepreneur doit fournir un soutien par courriel en utilisant l'adresse de courriel de l'entrepreneur à \_\_\_\_\_, en anglais canadien, de 8 h à 18 h (heure de l'Est), du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés qu'observe le gouvernement fédéral dans la province d'où provient la demande. L'entrepreneur doit répondre à tous les courriels (les courriels générés automatiquement ne seront pas pris en considération en ce qui a trait à cette exigence) dans un délai d'un jour ouvrable suivant l'heure du courriel initial du client.
- (b) **Service téléphonique de soutien technique :** L'entrepreneur doit assurer un service téléphonique de soutien technique sans frais au [numéro de la ligne directe de l'entrepreneur], en anglais et en français,

47419-185313/EE

004

037ee

de 8 h à 18 h (heure normale de l'Est), du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés qu'observe le gouvernement fédéral dans la province d'où provient l'appel. L'entrepreneur doit répondre aux appels ou rappeler (par l'intermédiaire d'un agent de service en direct) dans un délai de 60 minutes suivant l'heure de l'appel initial du client ou de l'utilisateur. Le service de ligne directe de l'entrepreneur doit être assuré par des employés compétents capables de répondre aux questions du client et de l'utilisateur. Dans la mesure du possible, ces employés pourront résoudre les problèmes par téléphone et donner des conseils quant aux problèmes de configuration liés au service de cartographie sous licence.

- (c) **Service de soutien** : L'entrepreneur doit fournir au Canada des services de soutien technique par l'entremise d'un site Web qui doit comprendre, à tout le moins, une foire aux questions et des outils de soutien en ligne. Le site Web de l'entrepreneur doit offrir un soutien en anglais, et à tout le moins une foire aux questions en français. Les administrateurs du Canada doivent pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, et celui-ci doit être disponible 98,5 % du temps. L'adresse du site Web de l'entrepreneur est la suivante : \_\_\_\_\_.
- [Remarque à l'intention des soumissionnaires : l'autorité contractante indiquera le renseignement qui précède au moment de l'attribution du contrat.]*
- (d) **Personnel qualifié** : Les employés de l'entrepreneur doivent être qualifiés et aptes à répondre aux questions du client. Ils doivent, dans la mesure du possible, pouvoir résoudre les problèmes par téléphone et donner des conseils concernant les problèmes de configuration liés au SC.
- (e) **Langue des services de soutien** : Les services de soutien doivent être assurés en anglais. Si possible, les services de soutien devront être offerts en français et en anglais, selon le choix de l'administrateur y ayant recours.

#### 7.2.2.11 Services de correction des erreurs de logiciel

- a) Pendant la période d'abonnement au service de cartographie sous licence, le Canada peut signaler à l'entrepreneur toute défaillance des produits liés au SC qui empêche un fonctionnement conforme au contrat et à l'Énoncé des besoins. Le Canada peut signaler ces défaillances par écrit, par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication. À la réception d'un avis de défaillance que lui envoie le Canada, sauf disposition contraire figurant au contrat, l'entrepreneur doit employer tous les moyens raisonnables pour remettre au Canada, dans les délais prévus aux paragraphes b) et c), une correction de l'erreur de logiciel qui a causé la défaillance. Cette correction doit permettre au service de cartographie sous licence de respecter les exigences du contrat et ses spécifications. L'entrepreneur doit déployer tous les efforts raisonnables pour apporter des corrections permanentes à chacune des erreurs du logiciel et garantir que le service de cartographie sous licence continuera de répondre aux critères fonctionnels et de rendement établis dans les spécifications. Toutes les corrections apportées aux erreurs de logiciel deviendront partie intégrante du service de cartographie sous licence et seront assujetties aux conditions de la licence du Canada se rattachant au SC.
- b) Sauf disposition contraire figurant au contrat, l'entrepreneur doit répondre à un avis d'erreur de logiciel en fonction du degré d'importance de l'erreur, selon les indications présentées ci-dessous. Le Canada déterminera de façon raisonnable le degré d'importance de l'erreur et en informera l'entrepreneur en s'appuyant sur les définitions qui suivent.

**Degré 1** : incapacité totale d'utiliser le service de cartographie sous licence, ce qui compromet gravement les objectifs de l'utilisateur.

**Degré 2** : capacité d'utiliser le service de cartographie sous licence, mais les activités de l'utilisateur se trouvent considérablement limitées.

**Degré 3** : capacité d'utiliser certaines fonctions du service de cartographie sous licence, ce qui ne nuit pas de façon importante à l'ensemble des activités de l'utilisateur.

47419-185313/EE

004

037ee

**Degré 4** : contournement ou correction provisoire de la défaillance, ce qui n'a aucune incidence sur les activités de l'utilisateur.

- c) Sauf disposition contraire figurant au contrat, l'entrepreneur doit déployer tous les efforts raisonnables pour corriger les erreurs de logiciel dans les délais indiqués ci-dessous.

**Degré 1** : dans les 4 heures suivant l'avis donné par le Canada.

**Degré 2** : dans les 24 heures suivant l'avis donné par le Canada.

**Degré 3** : dans les 72 heures suivant l'avis donné par le Canada.

**Degré 4** : dans les 14 jours suivant l'avis donné par le Canada.

Lorsque le Canada signale une erreur de logiciel à l'entrepreneur, le Canada doit donner un exemple (s'il y a lieu) ainsi que d'autres renseignements concernant l'erreur, afin de permettre à l'entrepreneur de la corriger rapidement.

**Changement 3 : modifier la clause 3.2 de la partie I, Soumission technique, pour y insérer le texte qui suit.**

- v) **Modalités supplémentaires relatives aux services du soumissionnaire (demandées à la clôture de la demande de soumissions)** : En ce qui a trait aux services qu'offre le soumissionnaire, on demande à ce dernier de faire état (s'il y a lieu) des modalités supplémentaires relatives à ses services dont il n'aurait pas été question dans les clauses de la partie 7 de la demande de propositions liée au contrat subséquent. Les modalités supplémentaires relatives aux services seront intégrées à l'annexe D – Modalités supplémentaires du contrat subséquent relatives aux services.

Le Canada aura le droit d'examiner les modalités supplémentaires relatives aux services et de retirer toute modalité risquant d'entrer en contradiction avec ses principes de droit, ses lois, ses dispositions législatives, ses politiques, ou toute modalité que le Canada estime susceptible de lui porter préjudice ou de ne pas respecter son intérêt supérieur. Une seule occasion sera offerte aux soumissionnaires de présenter une annexe D modifiée faisant suite aux commentaires du Canada. Il leur faudra soumettre leurs modalités modifiées dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de l'avis du Canada les informant du refus de la première annexe D présentée. Si le Canada accepte les modalités modifiées, cette version remaniée de l'annexe D sera intégrée au contrat. Dans le cas où il n'accepterait ni la première annexe D, ni la version modifiée qu'a proposée le soumissionnaire, le Canada pourrait, à sa discrétion, offrir au soumissionnaire une proposition finale touchant l'annexe D que ce dernier aurait la possibilité d'accepter ou de rejeter. Si le soumissionnaire accepte la proposition finale, l'annexe D sera intégrée au contrat dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'envoi de la proposition finale par le Canada. Si le soumissionnaire rejette la proposition finale ou ne l'accepte pas dans les délais fixés par le Canada, la soumission sera jugée non conforme.

Seules les modalités présentées intégralement et directement inscrites dans l'annexe D – Modalités supplémentaires relatives aux services – approuvée sont partie intégrante du contrat. Les modalités intégrées par renvoi au moyen d'adresses URL, de fichiers « Lisez-moi » ou par d'autres moyens ne font pas partie du contrat, à moins qu'elles ne soient inscrites intégralement à l'annexe D, Modalités supplémentaires relatives aux services.

47419-185313/EE

004

037ee

**Changement 4 : Supprimer la partie 7.10 en entier et la remplacer par le texte qui suit.**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui figure en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document se trouvant plus bas dans la liste :

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales 2030 (2016-04-04);
- (c) l'annexe A – Besoin;
- (d) l'annexe B – Base de paiement;
- (e) l'annexe C – Définitions;
- (f) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, et clarifiée le \_\_\_\_\_, ou modifiée le \_\_\_\_\_;
- (g) l'annexe D – Modalités supplémentaires relatives aux services (s'il y a lieu).

**Changement 5 : Modifier la partie 1.1 de la façon indiquée ci-dessous.**

**Supprimer :**

Les annexes sont les suivantes :

- Annexe A : Besoin
- Annexe B : Base de paiement
- Annexe C : Définitions

**Insérer :**

Les annexes sont les suivantes :

- Annexe A : Besoin
- Annexe B : Base de paiement
- Annexe C : Définitions
- Annexe D : Modalités supplémentaires relatives aux services

**Supprimer :**

- Pièce jointe 3.2, Exigences relatives à la proposition financière

**Insérer :**

- Pièce jointe 3.3, Exigences relatives à la proposition financière

**Changement 6 : Modifier la pièce jointe 3.2 de la façon indiquée ci-dessous.**

**Supprimer :**

C5	Le SC devrait fournir des API natives pour iOS et Android.  Points : 10		
----	---	--	--

47419-185313/EE

004

037ee

**Insérer :**

C5	Le SC devrait fournir des API pour iOS et Android. Points : 10		
----	---	--	--

**Supprimer :**

**C5** Fournir des API natives pour iOS et Android

NOTATION	Nombre de points possible
Capable	10
Incapable	0

**Insérer :**

**C5** Fournir des API pour iOS et Android

NOTATION	Nombre de points possible
Capable	10
Incapable	0

**Changement 7 : Supprimer la partie 7.6.1 en entier et la remplacer par le texte qui suit.**

**Base de paiement**

- i) **Service de cartographie sous licence :** En ce qui concerne l'obtention de la licence autorisant l'utilisation du service de cartographie sous licence (ce qui comprend la livraison et la documentation sous licence) conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur les prix fermes indiqués à l'annexe B – Base de paiement, FAB destination, y compris les droits de douane, taxes applicables en sus.

47419-185313/EE

004

037ee

### **Changement 8 : Supprimer l'annexe C – Définitions en entier et la remplacer par le texte qui suit.**

« **Corrections de bogue** » désigne une solution de rechange temporaire, une rustine ou un programme de contournement permettant de mettre à jour le code du programme et d'en corriger les erreurs ou les défaillances.

« **Amélioration** » ou « **préversion** » désigne une version provisoire du service de cartographie sous licence. Pour nommer une préversion, on ajoute généralement un (1) au troisième chiffre du numéro de version (p. ex. : v.X.X.2 serait la préversion qui suit la version v.X.X.1).

« **Erreur de logiciel** » désigne les instructions ou énoncés dont l'intégration ou la non-intégration au service de cartographie sous licence empêche celui-ci de fonctionner conformément au devis.

« **Module d'extension** » désigne une mise à jour du service de cartographie sous licence visant à étendre les caractéristiques, la fonctionnalité ou la performance du code du programme, que l'entrepreneur précise ou non qu'il s'agit d'un « module d'extension ».

« **Nouvelle version** » désigne une version de système, une version de version et une préversion du service de cartographie sous licence, que l'entrepreneur précise ou non qu'il s'agit d'une « nouvelle version ».

« **Renommage** » désigne la mise à niveau du service de cartographie sous licence et le changement simultané du nom de produit; le nouveau logiciel a toutefois des caractéristiques semblables à celles du service de cartographie sous licence, que l'entrepreneur précise ou non qu'il s'agit d'un « renommage ».

« **Version de service** » désigne une version du logiciel conçue pour fonctionner sur des combinaisons désignées de matériel informatique et de systèmes d'exploitation. On indiquera une nouvelle version de système, en règle générale, en ajoutant un (1) au premier chiffre du numéro de version (p. ex. : v.2.X.X serait la version de système faisant suite à la version v.1.X.X).

« **Rustine** » désigne un correctif technique qui peut être intégré à une nouvelle version pour mettre à jour le service de cartographie sous licence et améliorer le code du programme ou en corriger les erreurs ou les défaillances.

« **Équipe du soutien technique** » désigne les spécialistes de produit de l'entrepreneur chargés d'assurer le soutien technique aux clients de l'entrepreneur dont le contrat relatif aux services de maintenance est toujours en vigueur.

« **Mise à niveau majeure** » désigne la mise à jour du service de cartographie sous licence visant à étoffer, à étendre, à rehausser ou à améliorer les caractéristiques, la fonctionnalité ou la performance du code du programme. Les mises à niveau sont nommées par un changement du numéro de version ou du numéro d'identification à la gauche de la première décimale (p. ex. : le produit X, version 1.3, devient le produit 2.0, ou encore le produit X, version 1.1.5 devient le produit X, version 2.0.0), que l'entrepreneur précise ou non qu'il s'agit d'une « mise à niveau majeure ».

47419-185313/EE

004

037ee

« **Mise à niveau mineure** » désigne la mise à jour du service de cartographie sous licence visant à étoffer, à étendre, à rehausser ou à améliorer les caractéristiques, la fonctionnalité ou la performance du code du programme. Les mises à niveau sont nommées par un changement du numéro de version ou du numéro d'identification à la droite de la première décimale (p. ex. : le produit X, version 1.0, devient le produit X, version 1.1, ou encore le produit X, version 1.0.0, devient le produit X, version 1.0.1), que l'entrepreneur précise ou non qu'il s'agit d'une « mise à niveau mineure ».

« **Version** » désigne une mise à jour du logiciel qui comporte souvent un nombre limité de fonctions ou de caractéristiques, nouvelles ou améliorées, et de corrections d'erreurs. Une nouvelle version sera nommée, en règle générale, par l'ajout de un (1) au deuxième chiffre du numéro de version (p. ex. : la version v.X.2.X ferait suite à la version v.X.1.X).